

Sur la fermeture de la RCTV du Venezuela

(Déclaration de la LIT-QI)

Au Venezuela, il y a un processus de durcissement du régime, moyennant différentes mesures du gouvernement de Hugo Chavez qui augmentent le contrôle de celui-ci sur les différents secteurs de la société, dont les moyens de communication. La fermeture de la station de télévision RCTV, le 27 mai dernier, en est une manifestation claire. Apparemment, il s'agirait d'une mesure progressiste et beaucoup de travailleurs et d'étudiants l'ont vue avec sympathie, puisqu'elle attaque une station de TV bourgeoise et réactionnaire, qui a toujours fait campagne contre les intérêts du peuple vénézuélien. Toutefois, si nous analysons plus attentivement la mesure, nous verrons que ce n'est pas le cas. L'expérience historique nous montre que des mesures de ce type, apparemment populaires, finissent par ce retourner, tôt ou tard, contre les intérêts des travailleurs.

Un faux argument : « attaquer les putschistes »

Avec l'argument que le gouvernement Chavez est un « gouvernement populaire » et qu'il « construit le socialisme du 21^{ème} siècle », la grande majorité des courants de gauche ont soutenu la mesure. L'argument principal est qu'il s'agit d'un « canal putschiste », ce qui est vrai. La RCTV et toutes les autres stations privées, contrôlées par des bourgeois millionnaires, ont effectivement fait une campagne ouverte et violente pour le putsch d'avril 2002. Quelques-une en sont même arrivées à promouvoir l'assassinat de Chavez.

Effectivement, au moment même du putsch, la mesure de fermer cette station aurait éventuellement été nécessaire, pour éviter qu'elle continue à fonctionner comme courroie de transmission et porte-parole de la politique orchestrée par le gouvernement de George Bush.

Mais la fermer maintenant, plusieurs années plus tard, quand le moment du putsch est déjà passé et qu'on n'aperçoit aucun danger d'une nouvelle tentative putschiste à l'horizon, n'est justifié d'aucune façon. Rien n'indique qu'il y aura un autre putsch à court terme, justement parce qu'il y a un accord entre la bourgeoisie qui avait promu le putsch et Chavez, pour maintenir ce dernier au gouvernement. Certains des principaux bourgeois putschistes font même partie du PSUV, le parti de Chavez, et s'appellent eux-mêmes des « chefs d'entreprise socialistes » !

Il est vrai que l'impérialisme, ainsi que la bourgeoisie et la droite vénézuéliennes, ont eu la politique de renverser Chavez par le putsch de 2002, suivi par le lock-out économique. Mais l'échec de ces tentatives, grâce à la mobilisation ouvrière et populaire, les a obligé à accepter Chavez comme la seule alternative pour contrôler le mouvement de masses. C'est pourquoi, ils ont abandonné leur orientation putschiste et ont préféré promouvoir une politique différente : parier sur l'usure de ce mouvement à long terme afin de pouvoir le mettre en échec par la voie électorale. Les critiques dures contre la mesure de Chavez, de la part de l'impérialisme, des gouvernements latino-américains et de la presse internationale et nationale, font partie de cette politique d'usure, non de la préparation d'un climat putschiste.

En même temps, l'impérialisme et les grands bourgeois vénézuéliens ont commencé à faire de très bonnes affaires avec le gouvernement, comme le groupe Mendoza-Polar ou les nouveaux « chefs d'entreprise socialistes ». Les banquiers ont eu en 2006 une croissance spectaculaire de leurs profits, de 38%.

Mais supposons un moment que ce soit vrai que Chavez a fermé la RCTV pour attaquer les putschistes. La question reste : pourquoi n'a-t-il pas fermé les autres stations, qui ont aussi été putschistes ? Pourquoi n'a-t-il pas fermé la station de Cisneros, le plus grand des putschistes ? Cisneros, le principal chef d'entreprise du secteur des communications du pays, propriétaire de Venevisión, a été à la tête du putsch contre Chavez. Et non seulement il n'a pas souffert de répression, mais aujourd'hui il a un accord de fait avec le gouvernement et engrange des profits avec la fermeture de la RCTV, en gagnant les affaires publicitaires de sa concurrence.

« Une station réactionnaire »

Une vérité qui sert de prétexte pour attaquer la liberté de la presse.

L'autre argument, avancé par ceux qui défendent la fermeture du canal de TV, est qu'il s'agit de liquider une station réactionnaire, qui transmet une programmation contaminée par l'idéologie bourgeoise.

Chavez en est arrivé à faire valoir qu'il ne fermait pas le canal pour sa position putschiste, mais comme un acte de censure contre sa programmation. *« Ce canal a fait beaucoup de mal au pays pendant des années : les contre-valeurs, le bombardement médiatique de la violence, la haine, le racisme, le sexe mal vu et mal compris, le manque de respect envers la femme et les enfants, le manque de respect envers beaucoup de manifestations de la vie sociale, contre les homosexuels, contre le pays et le monde, contre les personnes qui ont une certaine insuffisance physique... Voilà la raison de fond ! »* (Folha de S Paulo, 5/6/07)

Il s'agit effectivement d'une station réactionnaire, qui propage l'idéologie bourgeoise néfaste et défend des valeurs et des intérêts opposés à ceux de la classe ouvrière, en particulier, des femmes travailleuses et des pauvres, des enfants et des opprimés. Selon Chavez et les organisations qui le défendent, ce serait un motif pour ne pas permettre que la RCTV continue avec ses transmissions. Tout cela n'est toutefois qu'un prétexte, étant donné que toutes les stations du Venezuela (et non seulement la RCTV) sont dirigées par la bourgeoisie ou par le gouvernement, et que toutes propagent ce même type d'idéologies.

Les véritables raisons de la mesure du gouvernement Chavez

Mais si le putsch n'est pas le motif de l'attaque contre la RCTV, étant donné que ce putsch n'existe pas et qu'il n'y en a pas en préparation, et si l'idéologie bourgeoise de ce canal de télévision n'est pas non plus le motif, puisqu'elle n'est pas l'exclusivité de la RCTV, alors se pose la question : Quels sont les véritables motifs de cette attaque contre la RCTV ?

La réponse est dans ce que nous disons au début de cette déclaration : *« Au Venezuela, il y a un processus de durcissement du régime, moyennant différentes mesures du gouvernement de Hugo Chavez, qui augmentent le contrôle de celui-ci sur les différents secteurs de la société, dont les moyens de communication. »*

La preuve est que, quand Chavez a assumé la présidence, le gouvernement ne contrôlait qu'un seul canal de télévision, à Caracas, et actuellement, il en contrôle six. Une autre preuve plus récente : tous les instituts d'enquête ont publié des résultats qui indiquent qu'entre 65% et 80% des Vénézuéliens s'opposent à la fermeture de RCTV. Chavez a répondu en sanctionnant ces instituts. (Les deux plus importants ont vu leur licence suspendue pour deux jours). Son argument a été, à cette occasion, la *« violation des lois fiscales »*.

Cette politique de Chavez sur le terrain des communications accompagne sa stratégie sur le terrain politique. Par exemple, son appel à construire le PSUV a pour but de contrôler tous les secteurs de la société, et spécialement les travailleurs. C'est pourquoi, il exige que toutes les organisations ouvrières entrent dans ce parti, et ceux qui ne le font pas sont accusés de « contre-révolutionnaires ». A cela il faut ajouter qu'il a déclaré qu'il faut en finir avec l'« autonomie » des syndicats et de leurs centrales. Ceci signifie que les organisations des travailleurs devront se soumettre aux décisions du PSUV, c'est-à-dire, aux décisions du gouvernement Chavez.

Ce n'est pas la première fois qu'il y a, en Amérique latine, un cas comme celui de la RCTV

La mesure prise par Chavez contre la liberté de la presse, sous le prétexte d'attaquer un canal putschiste ou réactionnaire, a provoqué beaucoup de confusion dans les rangs de la gauche, même dans les secteurs qui, à partir de positions révolutionnaires, s'opposent au gouvernement. Beaucoup de ces secteurs, soucieux à juste titre de combattre l'impérialisme et la bourgeoisie putschiste, finissent par soutenir le gouvernement Chavez dans son attaque contre la liberté de la presse. C'est une offensive qui se dirige aujourd'hui contre un secteur de la bourgeoisie mais qui, demain, sera dirigé contre les travailleurs qui ont l'audace de s'opposer au gouvernement. Cette confusion est due surtout au fait que beaucoup de secteurs d'avant-garde sont surpris et croient que les mesures prises par Chavez ont un caractère inédit, ce qui n'est pas le cas.

En 1951, en Argentine, le général Perón a exproprié le journal La Prensa, propriété d'un secteur de l'oligarchie, afin d'augmenter son contrôle totalitaire sur les travailleurs. Les arguments utilisés par Perón ont été les mêmes que ceux qu'utilise Chavez actuellement. Et il y a eu aussi un secteur de la gauche qui a soutenu cette mesure. Toutefois, un secteur du mouvement trotskyste, dirigé par Nahuel Moreno, ne s'est pas laissé tromper par le discours démagogique de Perón et s'est fermement opposé à la mesure. Ceci ne lui a pas empêché, par la suite, d'exiger du gouvernement qu'il donne des armes aux travailleurs pour faire face aux putschistes, qui ont finalement renversé Perón en 1955.

Il y a eu encore un autre cas du même genre, au Mexique, en 1938. Dans ce pays, le gouvernement de Lázaro Cárdenas a commencé une campagne contre la « presse réactionnaire », dans le but de la censurer. Cette politique a été soutenue et encouragée par le Parti Communiste et les syndicats sous son influence.

Ce gouvernement avait pris des mesures contre l'impérialisme beaucoup plus profondes que celles appliquées par Chavez, et la presse réactionnaire l'attaquait de façon permanente. Toutefois, Leon Trotsky, le grand révolutionnaire russe, qui résidait alors au Mexique et qui soulignait le caractère « hautement progressiste » des mesures prises par Cárdenas, ne s'est pas laissé tromper par la campagne de celui-ci contre la presse réactionnaire.

Dans un commentaire sur la situation, il alertait sur le véritable caractère de classe de ces mesures contre la liberté de la presse. Pour lui, même si la campagne était orientée initialement à « *soumettre la presse réactionnaire, ses conséquences ultimes pèseront lourd sur la classe ouvrière (...)* La théorie et l'expérience historique attestent que toute restriction de la démocratie dans la société bourgeoise est, en dernière analyse, dirigée invariablement contre le prolétariat. » (Léon Trotsky, La Liberté de la Presse et la classe ouvrière, 21/08/1938).

En ce qui concerne les dirigeants syndicaux du Parti Communiste, qui approuvaient et encourageaient les attaques contre la presse réactionnaire, il a dit dans ce même article : « *Un dirigeant de la classe ouvrière qui munit l'Etat bourgeois d'armes exceptionnelles*

de contrôle sur l'opinion publique en général et sur la presse en particulier, est très précisément un traître. En dernière analyse, avec l'aggravation de la lutte de classes, les bourgeoisies de toute nuance finiront par se mettre d'accord entre eux et dirigeront alors contre la classe ouvrière toutes les lois d'exception, tous les règlements restrictifs, toutes les espèces de censure "démocratique". Celui qui ne comprend pas cela doit quitter les rangs de la classe ouvrière. »

Et si le gouvernement de Chavez était socialiste?

Probablement, beaucoup de nos lecteurs nous diront : *« Ce que Trotsky a écrit est valable pour les gouvernements bourgeois, mais Chavez combat l'impérialisme et la bourgeoisie. Son gouvernement représente 'le socialisme du 21^{ème} siècle'. »*

Celui qui raisonne ainsi a tort, parce qu'il considère le gouvernement bourgeois de Chavez comme « socialiste ». En réalité, le « socialisme du 21^{ème} siècle » de Chavez ne se distingue en rien du réformisme du 20^{ème} siècle.

Trotsky disait que *« les réformistes ne parlent de socialisme qu'aux jours de fête »*. Dans les meetings et les discours, Chavez parle de socialisme, de Lénine et même de Trotsky. Mais dans sa politique quotidienne, il accomplit religieusement ses compromis avec l'impérialisme, il maintient les moyens de production entre les mains des capitalistes, il négocie le bradage des réserves de pétrole avec les grandes compagnies multinationales, et son gouvernement s'appuie, fondamentalement, sur la principale institution de l'Etat bourgeois, l'armée.

En outre, celui qui raisonne de cette manière, se trompe doublement, parce qu'il considère que le fait d'être « socialiste » donnerait à Chavez le droit de censurer la presse réactionnaire de la bourgeoisie. Trotsky, qui a été un des principaux dirigeants de la Révolution Russe, avait une toute autre opinion. Pour lui, le fait que la classe ouvrière ait pris le pouvoir et ait exproprié la bourgeoisie ne justifiait pas les restrictions de la liberté de la presse, même pour la bourgeoisie. *« Pourtant, même du point de vue des intérêts de la dictature du prolétariat, l'interdiction des journaux bourgeois ou leur censure ne constitue pas la moins du monde un "programme" ou un "principe", ni un régime idéal. De telles mesures ne peuvent être qu'un mal inévitable et temporaire.*

Une fois à la barre, le prolétariat peut se voir forcé d'employer contre la bourgeoisie, pendant une brève période, des mesures exceptionnelles, si elle se rebelle ouvertement contre l'Etat ouvrier. Dans ce cas, la restriction de la liberté de la presse va de pair avec les autres mesures employées pendant une guerre civile. Naturellement, si on est obligé de diriger l'artillerie et l'aviation contre l'ennemi, on ne peut permettre à ce même ennemi de maintenir ses propres centres d'information et de propagande à l'intérieur du camp armé du prolétariat. Pourtant, même dans ce cas, si les mesures exceptionnelles se prolongent jusqu'au point de se transformer en un régime durable, elles portent elles-mêmes le danger de la libération totale et du monopole politique d'une bureaucratie ouvrière qui peut même devenir une source de sa dégénérescence.
(...)

Les tâches réelles de l'Etat prolétarien consistent, non pas à museler par des moyens policiers l'opinion publique, mais à la libérer du joug du capital. Cela ne peut être réalisé qu'en faisant passer tous les moyens de production, y compris ceux de l'information publique, entre les mains de la société tout entière. Une fois réalisée cette mesure socialiste fondamentale, tous les courants d'opinion publique qui ne luttent pas les armes contre la dictature du prolétariat doivent avoir la possibilité de s'exprimer librement. L'Etat ouvrier a le devoir de mettre à leur disposition les moyens techniques

nécessaires presses, papier, transport) proportionnellement à leur force numérique dans le pays. Le fait que la bureaucratie stalinienne ait monopolisé la presse constitue l'un de principaux facteurs de décomposition de l'appareil de l'Etat et menace de ruiner de fond en comble toutes les conquêtes de la révolution d'Octobre. »

Le combat contre la presse réactionnaire

Quand Chavez décide d'attaquer la liberté de la presse, la majorité de la gauche parle d'un putsch inexistant comme argument pour défendre le gouvernement et une de ses mesures réactionnaires. En agissant ainsi, elle offre un cadeau empoisonné à la cause du socialisme puisqu'elle laisse la lutte juste pour la liberté de la presse entre les mains de l'impérialisme et des secteurs réactionnaires de la bourgeoisie vénézuélienne et latino-américaine.

Les travailleurs sont les premiers intéressés à combattre toute la presse réactionnaire, mais non au prix d'attaquer la liberté de la presse. En ce sens, nous nous appuyons encore une fois sur Trotsky : *« La lutte irréconciliable contre la presse réactionnaire est un impératif. Mais les travailleurs ne peuvent pas remplacer leur propre lutte, qui doit être menée dans leur presse et à travers leurs organisations, par le poing policier de l'Etat bourgeois. Aujourd'hui, l'Etat peut se montrer bien disposé, « de bonne volonté », vis-à-vis des organisations ouvrières ; demain, il pourra tomber, et il tombera inévitablement dans les mains des éléments les plus réactionnaires de la bourgeoisie. Dans ce cas, toute la législation de restriction serait tournée contre les travailleurs. Seul des aventuriers, qui ne s'inspirent pas des exigences du moment, peuvent ne pas le voir. »*

Nous avons cité amplement les opinions de Trotsky parce que nous considérons qu'elles sont d'une actualité totale. Les travailleurs vénézuéliens ne connaissent sûrement pas ces opinions. Toutefois, probablement par instinct de classe, beaucoup d'entre eux sont arrivés à une conclusion semblable. C'est ce qui explique que la vaste majorité de la population vénézuélienne - qui, selon toutes les enquêtes, soutient toujours le gouvernement Chavez - met en question ces mesures contre la liberté de la presse. Il serait maintenant nécessaire que la majorité de la gauche, spécialement celle qui se revendique trotskyste, fasse la même chose.

São Paulo, le 19 juin 2007

Secrétariat International

de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale